

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 308

[C — 2001/27045]

11 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juillet 1998, 20 mai 1999, 3 juin 1999 et 29 juin 2000;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 18 décembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant la mise en place à la date du 20 octobre 2000 du Comité financier chargé de veiller au respect du budget de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, tel que visé à l'article 56 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Considérant que les travaux de celui-ci ont mis en exergue que l'application de certaines mesures de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées entraîne une dérive structurelle et constante des finances de l'Agence;

Considérant que le plein effet desdites mesures n'a pu être constaté qu'à l'occasion de l'élaboration du projet de budget 2001 de l'Agence;

Considérant que cette dérive mettrait en péril la possibilité pour l'Agence de continuer à assurer le financement des services et, partant, la prise en charge des personnes handicapées;

Considérant que le déficit croissant de l'Agence implique que des mesures de maîtrise budgétaire soient adoptées dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, le 2^o est remplacé par le texte suivant : « 2^o le remboursement de frais divers ».

Art. 3. L'article 23, § 1^{er}, alinéa 2 du même arrêté est supprimé et il est ajouté à la même disposition les alinéas suivants :

« L'Agence fixe l'occupation moyenne de référence (O.M.R.) sur base d'une enquête établie selon un modèle transmis aux services.

Chaque service est tenu de renvoyer, par recommandé, le formulaire de cette enquête, dûment complété, au plus tard pour le 28 février de l'exercice. A défaut, la subvention annuelle du service est fixée à 80 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata des capacités agréées. »

Art. 4. Les §§ 2 et 3 de l'article 23 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. En cas de création, sauf si elle résulte d'une transformation visée à la section 2 du titre VII, ou lorsque le service connaît une des circonstances citées ci-après, la période de référence s'étend du 1^{er} jour de fonctionnement ou de la modification survenue au 31 décembre de l'année civile en cours.

Par circonstances, on entend :

1^o une diminution de capacité agréée, sauf si elle est consécutive à la transformation d'un service visée à la section 2 du titre VII;

2^o dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, une augmentation de capacité agréée réservée à l'accueil de personnes relevant exclusivement de la catégorie « C », telle que définie à l'article 21, § 3, 3^o et ressortissant de la liste visée à l'article 58, sauf si elle est consécutive à la transformation d'un service visé à la section 2 du titre VII;

3° dans la limite du crédit budgétaire réservé à cet effet, une modification d'agrément, sauf si elle est consécutive à la transformation d'un service visé à la section 2 du titre VII, susceptible d'entraîner une augmentation des subventions du fait de l'accueil de personnes relevant exclusivement de la catégorie « C », telle que définie à l'article 21, § 3, 3° et ressortissant de la liste visée à l'article 58.

L'Agence arrête l'occupation moyenne de référence (O.M.R.) à titre provisoire au début de la période concernée et ajuste ce nombre au terme de l'exercice sur la base de l'occupation moyenne effective durant la période de référence.

Ce mode de calcul est automatiquement reconduit l'année civile suivante.

§ 3. Lorsque le service initie une transformation telle que visée à la section 2 du titre VII, le calcul de sa subvention annuelle est réalisé à partir d'une occupation moyenne de référence correspondant à la nouvelle capacité agréée. L'occupation moyenne de référence est ventilée par type de handicap, sur la base des mêmes proportions que celles observées dans le cadre de la dernière enquête, visée à l'article 23, § 1^{er}, connue de l'Agence.

L'occupation moyenne de référence (O.M.R.) ainsi définie est multipliée par les subventions par prise en charge, visée à l'article 21 et compte tenu de l'ancienneté renseignée via la dernière liste visée à l'article 29, § 2, connue de l'Agence.

Dès l'année civile qui suit celle de la transformation, le calcul de la subvention annuelle est réalisé conformément à l'article 24 du présent arrêté avec l'occupation moyenne de référence observée entre la date de la transformation décidée par le comité de gestion de l'Agence et le 31 décembre, et le montant attribué visé à l'article 24, § 1^{er}, 2° défini sur une base annuelle.

La subvention annuelle relative aux prises en charge issues des transformations visées à l'article 85, 5°, a), b), c), d) et e) résulte de l'écart entre la subvention à laquelle le service initiateur de la transformation aurait eu droit s'il ne s'était pas transformé compte tenu, le cas échéant, du supplément pour ancienneté relatif à l'année antérieure et la subvention qu'il obtient dans le cadre de la transformation.

Durant les deux exercices qui suivent celui de la transformation, ce montant est octroyé sur une base annuelle et multiplié par le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1^{er}, 2°. La subvention annuelle des prises en charge préexistantes à la transformation correspond, durant ces deux exercices, au montant attribué l'année de la transformation, multiplié par le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1^{er}, 2°.

A défaut de nouvelle transformation, le calcul de la subvention annuelle des services visés au présent paragraphe est alors réalisé conformément à l'article 24. »

Art. 5. Il est ajouté à l'article 23 du même arrêté, un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les transformations peuvent débuter au plus tôt le 1^{er} juin de chaque exercice. »

Art. 6. L'article 24 du même arrêté est modifié comme suit :

« 1° au § 2, 1°, a et b, le chiffre 3 est remplacé par le nombre 1,5;

2° au § 2, 2°, a et b, le chiffre 6 est remplacé par le chiffre 3;

3° au § 2, 3°, a et b, le chiffre 9 est remplacé par le nombre 4,5. »

Art. 7. A l'article 25 du même arrêté, le membre de phrase « et § 3, alinéa 2 » est supprimé.

Art. 8. L'article 26, second alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'ancienneté à prendre en considération pour chaque membre du personnel est l'ancienneté pécuniaire à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume des prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume des prestations rémunérées. »

Art. 9. L'article 26, troisième alinéa du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi année d'ancienneté. »

Art. 10. L'article 26 du même arrêté est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les services concernés par une transformation visée à la section 2 du titre VII voient leur ancienneté évaluée selon les modalités décrites à l'article 23, § 3. »

Art. 11. La dernière phrase de l'article 29, § 2 du même arrêté est remplacée par la disposition suivante :

« Les services sont tenus d'envoyer par recommandé cette liste, dûment complétée, à l'Agence, au plus tard pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé. A défaut, la subvention annuelle du service est fixée à 90 % de la dernière subvention annuelle attribuée et ce, au prorata des capacités agréées. »

Art. 12. A l'article 31 du même arrêté l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Les services sont tenus d'envoyer par recommandé le relevé trimestriel, dûment complété, à l'Agence dans les 50 jours de calendrier qui suivent le terme du trimestre écoulé. A défaut, la subvention journalière, pour ce trimestre, est fixée à 50 % de la subvention à laquelle il pouvait prétendre pour le même trimestre de l'année antérieure et ce, au prorata des capacités agréées. »

Art. 13. Il est ajouté, à la fin du Titre III, Chapitre II, section 3 du même arrêté, un nouvel article 31bis, rédigé comme suit :

« Art. 31bis. § 1^{er}. La subvention journalière visée à l'article 31 couvre, outre les frais visés à l'annexe III, 4.1. du présent arrêté, les frais de transport en service d'accueil de jour pour jeunes scolarisés, le coût des prestations de santé en service résidentiel et en placement familial visées à l'annexe XVII, et les frais supplémentaires résultant de séjours de vacances organisés par les services résidentiels.

§ 2. Des indemnités réservées exclusivement au transport des bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour adultes et en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés sont accordées selon les modalités suivantes :

1° pour autant que les services organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour adultes, pour se rendre de leur résidence au service et inversement sont pris en considération à concurrence de 167 BEF par journée de présence du bénéficiaire:

2° pour autant que les services organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés pour se rendre de leur résidence au service et inversement sont pris en considération à concurrence de 615 BEF par journée de présence du bénéficiaire.

Les conditions dans lesquelles le transport s'effectue incombent au responsable du service, sans préjudice du respect des dispositions générales relatives au transport de personnes; la durée du transport journalier ne peut dépasser deux heures. »

Art. 14. L'article 31*bis* du même arrêté en devient l'article 31*ter*.

Art. 15. L'intitulé du chapitre III du titre III du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Du remboursement de frais divers », et la subdivision de ce chapitre en sections est supprimée.

Art. 16. L'article 35, § 1^{er}, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les services sont tenus de renvoyer par recommandé ces déclarations dûment complétées, à l'Agence dans les 50 jours calendrier qui suivent le terme du trimestre écoulé. Les demandes de remboursement parvenues après ce délai, cachet de la poste faisant foi, ne seront pas recevables. »

Art. 17. L'article 40, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Cette part contributive est réclamée par le service qui l'accueille, conformément aux dispositions du présent chapitre. »

Art. 18. Un article 41*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 41*bis*. § 1^{er}. S'il s'agit d'un bénéficiaire jeune accueilli et hébergé dans un service ou dans une famille d'accueil, la part contributive prévue à l'article 40 est fixée par jour de présence du bénéficiaire à un montant indexable, déterminé sur base des revenus annuels des personnes dont il est fiscalement à charge et qui ne peut être inférieur aux deux tiers des allocations familiales ramenées en base journalière. Lesdits montants sont repris à l'annexe XVI, point 2, du présent arrêté.

§ 2. Par revenus annuels visés au § 1^{er}, on entend l'ensemble des revenus imposables pris en considération pour l'imposition en matière d'impôt des personnes physiques, tels qu'ils résultent d'une déclaration sur l'honneur établie selon un modèle défini par l'Agence. La déclaration doit être accompagnée de l'avertissement extrait de rôle de l'impôt des personnes physiques relatif à l'exercice d'imposition précédant l'année de la déclaration sur l'honneur, à défaut du dernier avertissement reçu ou d'une attestation établissant l'absence d'avertissement. De ces revenus sont déduits 60 000 BEF par personne à charge.

Tant que la déclaration sur l'honneur accompagnée des documents requis n'est pas fournie, le montant de la part contributive est fixé à son montant maximum. Il est revu, sans pour autant opérer un effet rétroactif supérieur à un mois, dès le moment où la déclaration sur l'honneur accompagnée des documents requis est fournie.

Si les revenus annuels des personnes dont le bénéficiaire est fiscalement à charge se modifient en cours d'année, le montant de la part contributive est, dans l'attente de la production de l'avertissement extrait de rôle établissant la réalité de cette modification, revu sur base des documents probants fournis.

Le montant de la part contributive est également revu lors de la production d'un avertissement extrait de rôle rectificatif.

§ 3. Les personnes ayant un enfant à leur charge et pouvant bénéficier de l'exonération sociale visée à l'article 2, § 2 de l'arrêté royal du 3 novembre 1993 portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tel que modifié par l'arrêté royal du 15 mai 1995, contribuent pour le montant prévu à l'annexe XVI, point 1. Celui-ci ne peut être inférieur aux deux tiers des allocations familiales, ramenées en base journalière. »

Art. 19. Un article 44*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 44*bis*. § 1^{er}. S'il s'agit d'un bénéficiaire jeune accueilli dans un service d'accueil de jour pour jeunes, la part contributive prévue à l'article 40 est fixée par jour de présence du bénéficiaire à un montant indexable, déterminé sur la base des revenus annuels des personnes dont il est fiscalement à charge.

Lesdits montants sont repris à l'annexe XVI, point 2, du présent arrêté.

§ 2. L'article 41*bis*, § 2 s'applique aux revenus visés au § 1^{er}.

§ 3. Les personnes ayant l'enfant à leur charge et pouvant bénéficier de l'exonération sociale visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 3 novembre 1993, portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, tel que modifié par l'arrêté royal du 15 mai 1995, contribuent pour le montant prévu à l'annexe XVI, point 1.

§ 4. Pour autant qu'elle utilise le moyen de transport du service, la personne handicapée participe aux frais de transport à concurrence de 48 BEF par jour. »

Art. 20. A l'article 45, alinéa 2 du même arrêté, le montant de 29 BEF est remplacé par celui de 48 BEF.

Art. 21. L'article 52 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Les services disposent d'un délai de 30 jours calendrier, cachet de la poste faisant foi, pour contester toute subvention notifiée sur base du titre III du présent arrêté.

Les services peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de 30 jours calendrier à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'il ne possédait pas lorsque celle-ci lui a été notifiée.

Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information. »

Art. 22. L'article 53, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les montants repris aux articles 30, 31*bis*, 31*ter*, 42, 44, 44*bis*, § 4, 45, 46, 76, § 3 et aux annexes V et XVI, hormis les montants relatifs aux revenus imposables visés à cette dernière annexe, sont rattachés à l'indice pivot 119, 53 du 1^{er} mai 1996 ».

Art. 23. L'article 53, dernier alinéa du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'exercice 2001, le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1^{er}, 2°, est fixé à 99, 33 % pour les services d'accueil de jour pour jeunes et à 101, 33 % pour les autres services.

Le coefficient pour les services d'accueil de jour pour jeunes est réduit de 1,9 %, multiplié par le rapport entre le nombre de bénéficiaires non-scolarisés atteints de troubles caractériels accueillis au cours de l'année de référence et l'occupation moyenne de référence (O.M.R.) totale. »

Art. 24. L'article 76, § 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Pour les services visés à l'article 84, 2°, le montant de la convention est fixé à 230.680 francs par personne. »

Art. 25. Un article 89*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*bis*. Les services disposent d'un délai de 30 jours de calendrier à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, cachet de la poste faisant foi, pour contester toute subvention notifiée avant cette date sur la base du titre III du présent arrêté ou pour solliciter la révision d'une telle subvention en fonction d'une information de nature à remettre en cause le montant de la subvention et dont le service a pris connaissance avant cette même date. Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information. »

Art. 26. Un article 89*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*ter*. Les relevés trimestriels visés à l'article 31 et relatifs à des trimestres antérieurs à l'année 2001, doivent être envoyés, par recommandé, à l'Agence pour le 31 mars 2001 au plus tard.

A défaut, la subvention journalière, pour ces trimestres, est fixée à 50 % de la subvention à laquelle le service pouvait prétendre pour les mêmes trimestres de l'année antérieure et ce, au prorata des capacités agréées. »

Art. 27. Un article 89*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*quater*. Les remboursements relatifs à la période antérieure à l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, concernant les divers frais réels tels qu'ils étaient visés au chapitre III du titre III du présent arrêté sont réalisés par l'Agence sur la base de déclarations dûment complétées, fournies par les services. Ces déclarations doivent être envoyées, par recommandé, à l'Agence :

1° au plus tard pour le 31 mars 2001 pour les frais visés aux sections 3, 4 et 4*bis*;

2° au plus tard pour le 30 juin 2001 pour le coût des prestations visées à la section 1 et des frais visés à la section 2.

Les demandes de remboursements parvenues après ces délais, cachet de la poste faisant foi, ne seront pas recevables. »

Art. 28. Un article 89*quinqüies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*quinqüies*. Le montant attribué de la subvention annuelle visée à l'article 24, § 2 ne peut en aucun cas dépasser le montant attribué afférent à l'exercice 2000 multiplié par le coefficient d'adaptation visé au dernier alinéa de l'article 53. »

Art. 29. Un article 89*sexties*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*sexties*. En aucun cas, le supplément pour ancienneté, visé à l'article 26, ne peut être supérieur au supplément octroyé pour l'exercice 2000 multiplié par le coefficient d'adaptation visé au dernier alinéa de l'article 53. »

Art. 30. Un article 89*septies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 89*septies*. Dans la limite des crédits disponibles, le Comité de gestion de l'Agence peut :

déroger au principe de forfait prévu à l'article 31*bis*, § 1^{er}, en ce qui concerne les prestations de santé en service résidentiel et en placement familial, visées à l'annexe XVII, pour des situations exceptionnelles dûment motivées;

déroger au principe de forfait prévu à l'article 31*bis*, § 2, 2° et accorder des moyens supplémentaires aux services qui démontreraient, en raison de leur localisation et/ou de la gravité du handicap des bénéficiaires accueillis, que leurs charges pour l'exercice 2001 en matière de frais de transport atteignent au moins, par bénéficiaire, 150 % du montant visé au même article. »

Art. 31. L'annexe IV du même arrêté est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 32. L'annexe V du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 33. A l'annexe X, a) du même arrêté, tableau relatif aux services d'accueil de jour pour jeunes, ligne relative aux troubles caractériels, deuxième colonne, le nombre « 0,2527 » est remplacé par le nombre « 0,2105 ».

Art. 34. A l'annexe XIV, a) du même arrêté, tableaux relatifs aux services d'accueil de jour pour jeunes, lignes relatives aux troubles caractériels, colonnes relatives aux éducateurs pour jeunes non scolarisés (NS), les nombres « 0,1373 » et « 0,1420 » sont respectivement remplacés par les nombres « 0,1061 » et « 0,1097 ».

Art. 35. Une annexe XVI, faisant l'objet de l'annexe 3 du présent arrêté, et une annexe XVII, faisant l'objet de l'annexe 4 du présent arrêté sont ajoutées au même arrêté.

Art. 36. Les articles 32, 33, 34, § 3, 36, 37, 38, 39 et 39bis du même arrêté sont abrogés.

Art. 37. Les articles 41 et 44 du même arrêté sont abrogés à la date du 1^{er} septembre 2001.

Art. 38. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

1° de l'article 6, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002;

2° des articles 22, 23, 24, 28, 29 ainsi que de l'annexe 1 du présent arrêté qui sont d'application du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001;

Art. 39. Les articles 18 et 19 ne s'appliquent aux bénéficiaires entrés dans les services avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, qu'à partir du 1^{er} septembre 2001.

Art. 40. Le Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 1

Annexe IV (visée aux articles 21 et 53)

§ 1er. LISTE DES SUBSIDES 2001 PAR PRISE EN CHARGE

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM <= 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Déf. intel. lég.	810 203	791 637	782 299	689 469	810 203	791 637	782 299	689 469
Déf. intel. mod.	945 130	922 829	911 623	800 117	1 056 855	1 034 554	1 023 348	911 623
Déf. intel. sév.alité	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Déf. int. sév. non al.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Déf. int. prof. alité	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Déf. int. prof. non al.+ troubles envahissant. du dév.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Troubles caract.	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Av/Amb. - 12 ans	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Av/Amb. 12 ans et +	891 195	872 629	863 291	770 461	984 354	965 788	956 451	863 291
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 415 398	1 378 266	1 359 700	1 173 930	1 601 387	1 564 145	1 545 579	1 359 700
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 084 426	1 062 125	1 050 920	939 414	1 196 152	1 173 851	1 162 645	1 050 920
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 171 482	1 142 260	1 127 649	981 648	1 316 934	1 287 821	1 273 320	1 127 649
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	1 048 593	1 025 303	1 013 658	896 989	1 165 481	1 142 082	1 130 437	1 013 658
Paralysie cérébrale, sclér. En plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1 570 458	1 531 569	1 512 234	1 318 005	1 764 797	1 726 017	1 706 572	1 512 234
Affection chron. Non-contagieuse	1 015 541	993 240	982 035	870 529	1 127 267	1 104 965	1 093 760	982 035

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 114 306	1 092 601	1 081 641	972 686
B	1 169 529	1 146 642	1 135 252	1 021 032
C	1 439 232	1 409 254	1 394 318	1 244 639

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	488 421
B	501 820
C	516 992
D	675 907

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	323 702	323 702
Déficiência intellectuelle modérée	376 241	376 241
Déficiência intellectuelle sévère	376 241	376 241
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév.- - 6 ans.	529 077	529 077
Déf. int. prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	474 560	474 560
Troubles caractériels.	490 512	490 512
Av/Amb. - 12 ans	414 115	414 115
Av/Amb. 12 ans et +	364 038	364 038
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	518 437	518 437
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	407 496	407 496
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	523 374	523 374
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	488 081	488 081
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	715 439	715 439

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	405 748
Déficiência intellectuelle modérée	480 772
Déficiência intellectuelle sévère	480 772
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- - 6 ans.	698 911
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	621 098
Troubles caractériels.	725 120
Av/Amb. - 12 ans	534 841
Av/Amb. 12 ans et +	463 363
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	683 817
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	525 421
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	690 853
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	640 482
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	965 146

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	503 395
B	509 040
C	734 729

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	241 281
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	404 952
--	---------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS B25
Déf. intel. lég.	785 143	767 526	758 665	670 578	785 143	767 526	758 665	670 578
Déf. intel. mod.	913 175	892 014	881 381	775 573	1 019 192	998 030	987 397	881 381
Déf. intel. sév. alité	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700
Déf. int. sév. non al.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Déf. int. prof. alité	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700
Déf. int. prof. non al.+ troubles envahissant du dév.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Troubles caract.	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Av/Amb. - 12 ans	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Av/Amb. 12 ans et +	861 997	844 379	835 518	747 432	950 396	932 779	923 918	835 518
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 359 414	1 324 180	1 306 562	1 130 285	1 535 900	1 500 561	1 482 944	1 306 562
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 045 355	1 024 193	1 013 560	907 752	1 151 371	1 130 210	1 119 577	1 013 560
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 127 962	1 100 233	1 086 368	947 827	1 265 981	1 238 357	1 224 596	1 086 368
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	1 011 352	989 252	978 202	867 495	1 122 268	1 100 064	1 089 014	978 202
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1 506 552	1 469 649	1 451 302	1 266 998	1 690 960	1 654 162	1 635 711	1 451 302
Affection chron. non-contagieuse	979 989	958 827	948 195	842 386	1 086 006	1 064 844	1 054 211	948 195

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 073 708	1 053 111	1 042 711	939 323
B	1 126 109	1 104 391	1 093 583	985 199
C	1 382 031	1 353 584	1 339 412	1 197 380

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	479 803
B	492 518
C	506 914
D	657 709

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	316 096	316 096
Déficiência intellectuelle modérée	365 816	365 816
Déficiência intellectuelle sévère	365 816	365 816
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans.	510 452	510 452
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	458 860	458 860
Troubles caractériels.	473 956	473 956
Av/Amb. - 12 ans	401 658	401 658
Av/Amb. 12 ans et +	354 268	354 268
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	500 383	500 383

	S	NS
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	395 394	395 394
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	505 055	505 055
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	471 656	471 656
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	686 816	686 816

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	394 888
Déficiência intellectuelle modérée	465 887
Déficiência intellectuelle sévère	465 887
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	672 323
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans et +.	598 685
Troubles caractériels.	697 126
Av/Ambli. - 12 ans	517 055
Av/Ambli. 12 ans et +	449 412
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	658 039
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	508 141
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	664 697
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	617 028
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	924 275

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	487 296
B	492 638
C	706 219

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	241 281
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	383 961
--	---------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Déf. intel. lég.	767 126	748 560	739 222	646 392	767 126	748 560	739 222	646 392
Déf. intel. mod.	902 053	879 752	868 546	757 040	1 013 778	991 477	980 271	868 546
Déf. intel. sév. alité	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Déf. int. sév. non al.	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Déf. int. prof. alité	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant du dév.	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Troubles caract.	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Av/Ambli. - 12 ans	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Av/Ambli. 12 ans et +	848 118	829 552	820 214	727 384	941 277	922 711	913 374	820 214
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 372 321	1 335 189	1 316 623	1 130 853	1 558 310	1 521 068	1 502 502	1 316 623
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 041 349	1 019 048	1 007 843	896 337	1 153 075	1 130 774	1 119 568	1 007 843
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 128 405	1 099 183	1 084 572	938 571	1 273 857	1 244 744	1 230 243	1 084 572

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Troubles mot. , dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	1 005 516	982 226	970 581	853 912	1 122 404	1 099 005	1 087 360	970 581
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spinabif., myopathie, neurop.	1 527 381	1 488 492	1 469 157	1 274 928	1 721 720	1 682 940	1 663 495	1 469 157
Affection chron. non-contagieuse	972 464	950 163	938 958	827 452	1 084 190	1 061 888	1 050 683	938 958

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 071 229	1 049 524	1 038 564	929 609
B	1 126 452	1 103 565	1 092 175	977 955
C	1 396 155	1 366 177	1 351 241	1 201 562

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	445 344
B	458 743
C	473 915
D	632 830

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	294 557	294 557
Déficiência intellectuelle modérée	347 096	347 096
Déficiência intellectuelle sévère	347 096	347 096
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans.	499 932	499 932
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	445 415	445 415
Troubles caractériels.	461 367	461 367
Av/Amb. - 12 ans	384 970	384 970
Av/Amb. 12 ans et +	334 893	334 893
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	489 292	489 292
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	378 351	378 351
Tr. mot. , dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	494 229	494 229
Tr. mot. , dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	458 936	458 936
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	686 294	686 294

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	364 406
Déficiência intellectuelle modérée	439 430
Déficiência intellectuelle sévère	439 430
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans.	657 569
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév.- 6 ans et +.	579 756
Troubles caractériels.	683 778
Av/Amb. - 12ans	493 499
Av/Amb. 12ans et +	422 021
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	642 475
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	484 079
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	649 511
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	599 140
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	923 804

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	462 053
B	467 698
C	693 387

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	241 281
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	404 952
--	---------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Déf. intel. lég.	742 066	724 449	715 588	627 501	742 066	724 449	715 588	627 501
Déf. intel. mod.	870 098	848 937	838 304	732 496	976 115	954 953	944 320	838 304
Déf. intel. sév. alité	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Déf. int. sév. non al.	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Déf. int. prof. alité	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Déf. int. prof. non al. + troubles envahissant du dév.	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Troubles caract.	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Av/Amb. - 12 ans	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Av/Amb. 12 ans et +	818 920	801 302	792 441	704 355	907 319	889 702	880 841	792 441
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1 316 337	1 281 103	1 263 485	1 087 208	1 492 823	1 457 484	1 439 867	1 263 485
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1 002 278	981 116	970 483	864 675	1 108 294	1 087 133	1 076 500	970 483
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 ans.	1 084 885	1 057 156	1 043 291	904 750	1 222 904	1 195 280	1 181 519	1 043 291
Troubles mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 ans et +.	968 275	946 175	935 125	824 418	1 079 191	1 056 987	1 045 937	935 125
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1 463 475	1 426 572	1 408 225	1 223 921	1 647 883	1 611 085	1 592 634	1 408 225
Affection chron. non-contagieuse	936 912	915 750	905 118	799 309	1 042 929	1 021 767	1 011 134	905 118

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 030 631	1 010 034	999 634	896 246
B	1 083 032	1 061 314	1 050 506	942 122
C	1 338 954	1 310 507	1 296 335	1 154 303

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	436 726
B	449 441
C	463 837
D	614 632

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	286 951	286 951
Déficiência intellectuelle modérée	336 671	336 671
Déficiência intellectuelle sévère	336 671	336 671
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	481 307	481 307
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	429 715	429 715

	S	NS
Troubles caractériels.	444 811	444 811
Av/Amb. - 12 ans	372 513	372 513
Av/Amb. 12 ans et +	325 123	325 123
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	471 238	471 238
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	366 249	366 249
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	475 910	475 910
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	442 511	442 511
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	657 671	657 671

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficience intellectuelle légère	353 546
Déficience intellectuelle modérée	424 545
Déficience intellectuelle sévère	424 545
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. - 6 ans.	630 981
Déf. int. prof. + troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	557 343
Troubles caractériels.	655 784
Av/Amb. - 12 ans	475 713
Av/Amb. 12 ans et +	408 070
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	616 697
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	466 799
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. - 8 a.	623 355
Tr. mot., dysmélie, poliomy., malf. du squ. 8 a. et +.	575 686
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spinabif., etc.	882 933

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	445 954
B	451 296
C	664 877

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	231 020
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	383 961
--	---------

§ 2. LES SUBVENTIONS PAR PRISE EN CHARGE QUI FIGURENT AU § 1ER DE LA PRESENTE ANNEXE ONT ETE CALCULEES PAR ADDITION DES MONTANTS SUIVANTS :

a) Pour les services autres que les services de placement familial et les services résidentiels de transition :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement)

99 122 BEF en services résidentiels <= 60 prises en charge

98 601 BEF en services résidentiels > 60 prises en charge

48 767 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une OM <= 60 prises en charge.

45 999 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une OM > 60 prises en charge.

36 799 BEF en services d'accueil de jour avec une OM <= 60 prises en charge

37 215 BEF en services d'accueil de jour avec une OM > 60 prises en charge

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :

220 639 BEF en services résidentiels avec une O.M.R. <= 60 prises en charge

178 082 BEF en services résidentiels avec une O.M.R. > 60 prises en charge

154 551 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une O.M.R. <= 60 prises en charge

115 978 BEF en services d'accueil de jour pour jeunes, services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et services d'accueil de jour pour adultes avec une O.M.R. > 60 prises en charge

144 706 BEF en service d'accueil de jour pour jeunes avec une O.M.R. <= 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

731 856 BEF pour le personnel administratif

832 871 BEF pour les comptables

654 429 BEF pour les ouvriers

1 015 284 BEF pour les assistants sociaux
 969 319 BEF pour les directeurs dans les institutions dont l'O.M.R. est <= à 60
 1 265 812 BEF pour les directeurs dans les institutions dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 % en services résidentiels
 54,15 % en services d'accueil de jour

Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif)

- Selon le type de prise en charge, les coefficients de subventionnement prévus au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

1 068 816 BEF pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial
 858 007 BEF pour les éducateurs CI 1, 2A et chefs éduc.
 718 619 BEF pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés
 1 000 364 BEF pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

1° Pour les institutions privées : 61,85 % en services résidentiels
 54,15 % en services d'accueil de jour
 2° Pour les institutions publiques : 53,58 % en services résidentiels
 45,88 % en services d'accueil de jour

On applique ensuite le coefficient suivant, compte tenu des disponibilités budgétaires :

82 % en service résidentiel pour jeunes
 82 % en service résidentiel de nuit pour adultes
 82 % en services résidentiels pour adultes
 70 % en services d'accueil de jour pour jeunes
 100 % en services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés
 85 % en services d'accueil de jour pour adultes

D'autre part la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de la « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point a) de l'annexe XIV est réajustée annuellement par l'Agence :

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institution constatée durant l'année 99, soit :

Service d'accueil de jour pour adultes	78,85 % éducateur I / 21,15 % éducateur II
Service d'accueil de jour pour jeunes	80,27 % éducateur I / 19,73 % éducateur II
Service d'accueil de jour pour non scolarisables	79,71 % éducateur I / 20,29 % éducateur II
Service résidentiel pour adultes	65,29 % éducateur I / 34,71 % éducateur II
Service résidentiel de nuit pour adultes	83,08 % éducateur I / 16,92 % éducateur II
Service résidentiel pour jeunes	78,30 % éducateur I / 21,70 % éducateur II

b) pour les services de placement familial :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement)
 50 012 BEF

les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

1 015 284 BEF pour la fonction de Directeur
 1 015 284 BEF pour la fonction d'Assistant Social et/ou éduc.(minimum cl.2A)
 1 068 816 BEF pour les Psychologues et/ou Paramédicaux
 687 942 BEF pour la fonction de Commis

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

54,15 % pour les institutions privées
 45,88 % pour les institutions publiques
 c) pour les services résidentiel de transition

Montant n° 1 : (représentant une moyenne des charges de personnel de fonctionnement).
 12 937 BEF

Montant n° 2 : (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif).

le coefficient de subventionnement prévu au point c) de l'annexe XIV est multiplié par le barème suivant compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans : 1 015 284 BEF sur base de l'échelle 16.

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme du résultat obtenu est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 % pour les institutions privées
 49,88 % pour les institutions publiques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 2

Annexe V (visée à l'article 31)

MONTANTS DE LA SUBVENTION JOURNALIERE

1. Services résidentiels pour jeunes

	De 0 à – de 3 ans	De 3 à 12 ans	12 ans et plus
Inférieur ou égal à 30 prises en charge	235 (5,83 Euros)	284 (7,04 Euros)	337 (8,35 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	217 (5,38 Euros)	266 (6,59 Euros)	320 (7,93 Euros)

2. Services résidentiels pour adultes

Inférieur ou égal à 30 prises en charge	358 (8,87 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	340 (8,43 Euros)

3. Services d'accueil de jour pour jeunes

	De 0 à – de 3 ans		De 3 à 12 ans		12 ans et plus	
	SCOL	NON SCOL	SCOL	NON SCOL	SCOL	NON SCOL
Inférieur ou égal à 30 prises en charge	160 (3,97 Euros)	150 (3,72 Euros)	167 (4,14 Euros)	162 (4,02 Euros)	181 (4,49 Euros)	183 (4,54 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	146 (3,62 Euros)	137 (3,40 Euros)	154 (3,82 Euros)	149 (3,69 Euros)	168 (4,16 Euros)	167 (4,14 Euros)

Services d'accueil de jour pour adultes

Inférieur ou égal à 30 prises en charge	183 (4,54 Euros)
Supérieur à 30 prises en charge	167 (4,14 Euros)

4. Service de Placement Familial

Prix de journée à payer aux familles d'accueil

	De 0 à – de 3 ans	De 3 à 12 ans	12 ans et plus
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle légère, de sourds, demi-sourds ou atteints de troubles graves de l'ouïe ou de la parole, atteints d'une affection chronique non contagieuse ne nécessitant plus de soins dans un service de pédiatrie. Prise en charge d'adultes visés à l'article 21, § 3, 1°.	566 (14,03 Euros)	598 (14,82 Euros)	633 (15,69 Euros)

	De 0 à – de 3 ans	De 3 à 12 ans	12 ans et plus
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle modérée, de troubles caractériels présentant un état névrotique ou prépsychotique, aveugles, amblyopes ou atteints de troubles graves de la vue, de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformations du squelette et des membres. Prise en charge d'adultes visés à l'article 21, § 3, 2°.	603 (14,95 Euros)	634 (15,72 Euros)	669 (16,58 Euros)
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle sévère, profonde, ou de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida, de myopathie, de neuropathie. Prise en charge d'adultes visés à l'article 21, § 3, 3°.	639 (15,84 Euros)	671 (16,63 Euros)	706 (17,50 Euros)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 3

Annexe XVI (visée aux articles 41bis et 44bis)

Le montant de la part contributive par journée de présence est fixé comme suit :

1. Enfants à charge des personnes visées aux articles 41bis, § 3 et 44bis, § 3.

Service d'accueil de jour pour jeunes	Service résidentiel pour jeunes
96 BEF	163 BEF

2. Autres

Revenus imposables	Service d'accueil de jour pour jeunes	Service résidentiel pour jeunes
500 000 BEF et moins	106	173
500 001 BEF à 750 000 BEF	138	231
750 001 BEF à 1 000 000 BEF	182	303
1 000 001 BEF à 1 250 000 BEF	225	375
1 250 001 BEF à 1 500 001 BEF	268	447
1 500 001 BEF à 1 750 000 BEF	311	519
1 750 000 BEF et plus	355	591

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 4

Annexe XVII (visée à l'article 31bis, § 1^{er} et 89septies)

Les prestations de santé visées à l'article 32, § 1^{er}, couvrent :

A. Les spécialités pharmaceutiques de catégories B et C de l'Institut National d'Assurance Maladie Invalidité à condition qu'il y ait subvention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

B. 1. Les examens spéciaux, les séjours dans un établissement de soins et les interventions chirurgicales.

2. L'utilisation de matériel d'ostéosynthèse.

Les frais visés en B1 et B2 constituent des charges admissibles à concurrence :

1. Du prix journalier forfaitaire déterminé en application de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci et de la quote-part du prix de journée à charge du patient.

2. Du prix figurant aux tarifs de base déterminé par l'Institut National d'Assurance Maladie Invalidité à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 308

[C — 2001/27045]

11 JANUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juli 1998, 20 mei 1999, 3 juni 1999 en 29 juni 1999;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 18 december 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 december 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 december 2000;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de oprichting op 20 oktober 2000 van het financieel comité dat ervoor moet zorgen dat de begroting van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » in acht wordt genomen, zoals bedoeld in artikel 56 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Overwegende dat de werken van dat comité hebben aangetoond dat de toepassing van sommige bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen het financiële evenwicht van het Agentschap voortdurend in gevaar brengen;

Overwegende dat de volledige uitwerking van die bepalingen pas kon worden vastgesteld bij het opmaken van het ontwerp van de begroting 2001 van het Agentschap;

Overwegende dat het Agentschap daardoor gevaar loopt de diensten niet meer te kunnen financieren, met het gevolg dat het de tenlasteneming van de gehandicapte personen niet meer zou kunnen verzekeren;

Overwegende dat het groeiende tekort van het Agentschap tot gevolg heeft dat zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden genomen om de begroting sluitend te maken;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen wordt punt 2° vervangen als volgt :

« 2° de terugbetaling van diverse kosten ».

Art. 3. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid van § 1 geschrapt en worden de volgende leden ingevoegd :

« Het Agentschap legt de gemiddelde referentiebezetting vast na een onderzoek verricht d.m.v. een aan de diensten overgemaakt formulier.

Elke dienst moet het formulier behoorlijk ingevuld uiterlijk op 28 februari van het boekjaar bij aangetekend schrijven terugzenden. Zo niet wordt de jaarlijkse toelage van de dienst naar rata van de erkende capaciteiten vastgesteld op 80 % van het bedrag waarop hij het jaar vóór het boekjaar aanspraak kon maken. »

Art. 4. De §§ 2 en 3 van artikel 23 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

« § 2. In geval van oprichting van een dienst loopt de referentieperiode vanaf de eerste dag van zijn werking of omvorming tot 31 december van het lopende kalenderjaar, behalve als ze resulteert uit een omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII of als de dienst zich in één van de onderstaande gevallen bevindt :

1° een vermindering van de erkende capaciteit, behalve als ze resulteert uit de omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII;

2° binnen de perken van de beschikbare kredieten, een verhoging van de erkende capaciteit voor het onthaal van personen die uitsluitend onder categorie « C » vallen, zoals bepaald in artikel 21, § 3, 3°, en waarvan de naam vermeld wordt op de lijst bedoeld in artikel 58, behalve als ze resulteert uit de omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII;

3° binnen de perken van de beschikbare kredieten, een erkenningswijziging, behalve als ze resulteert uit de omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII, met als gevolg een verhoging van de toelagen te wijten aan het onthaal van personen die uitsluitend onder categorie « C » vallen, zoals bepaald in artikel 21, § 3, 3°, en waarvan de naam vermeld wordt op de lijst bedoeld in artikel 58.

Het Agentschap legt de gemiddelde referentiebezetting voorlopig vast aan het begin van de bedoelde periode en past het aantal aan na afloop van het boekjaar op grond van de effectieve gemiddelde bezetting tijdens de referentieperiode.

Het volgende kalenderjaar wordt deze berekeningswijze automatisch opnieuw toegepast.

§ 3. Wanneer de dienst omgevormd wordt, zoals bedoeld in afdeling 2 van titel VII, wordt de jaarlijkse toelage berekend op grond van een gemiddelde referentiebezetting die met de erkende nieuwe capaciteit overeenstemt. De gemiddelde referentiebezetting wordt per type handicap verdeeld op grond van de verhoudingen die zijn vastgesteld in het raam van het in artikel 23, § 1, bedoelde laatste onderzoek waarvan het Agentschap op de hoogte is.

De aldus berekende gemiddelde referentiebezetting wordt vermenigvuldigd met de toelagen per tenlasteneming bedoeld in artikel 21 en met inachtneming van de anciënniteit vermeld in de laatste lijst bedoeld in artikel 29, § 2, waarvan het Agentschap op de hoogte is.

Vanaf het kalenderjaar na het jaar van de omvorming wordt de jaarlijkse toelage overeenkomstig artikel 24 van dit besluit berekend op grond van de gemiddelde referentiebezetting die is vastgesteld tussen de datum van de door het beheerscomité van het Agentschap besloten omvorming en 31 december en het toegekende bedrag bedoeld in artikel 24, § 1, 2°, dat jaarlijks wordt berekend.

De jaarlijkse toelage voor de tenlastenemingen die het gevolg zijn van de in artikel 85, 5°, a), b), c), d) en e), bedoelde omvormingen, resulteert uit de marge tussen de toelage waarop de dienst die tot de omvorming heeft besloten, recht zou hebben als hij niet was omgevormd, rekening houdende in voorkomend geval met het anciënniteitssupplement slaande op het vorige jaar en met de toelage die hij in het kader van de omvorming ontvangt.

De twee boekjaren na de omvorming wordt dat bedrag jaarlijks toegekend en vermenigvuldigd met de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt. De jaarlijkse toelage voor de tenlastenemingen die voorafgaan aan de omvorming, stemt gedurende beide boekjaren overeen met het bedrag dat het jaar van de omvorming wordt toegekend, vermenigvuldigd met de aanpassingscoëfficiënt bedoeld in artikel 24, § 1, 2°.

Bij gebrek aan nieuwe omvormingen wordt de jaarlijkse toelage voor de in deze paragraaf bedoelde diensten berekend overeenkomstig artikel 24. »

Art. 5. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De omvormingen mogen op z'n vroegst op 1 juni van elk boekjaar beginnen ».

Art. 6. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 2, 1°, a en b, wordt het cijfer 3 vervangen door 1,5;

2° in § 2, 2°, a en b, wordt het cijfer 6 vervangen door 3;

3° in § 2, 3°, a en b, wordt het cijfer 9 vervangen door 4,5.

Art. 7. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de termen « en § 3, tweede lid » geschrapt.

Art. 8. Artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Voor elk personeelslid is de anciënniteit de geldelijke anciënniteit waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar waarop de toelage betrekking heeft, gewogen met de omvang van de bezoldigde prestaties. De anciënniteit van het personeelslid dat de dienst vóór die datum verlaat, is de anciënniteit waarop het recht heeft op de datum waarop het de dienst verlaat, gewogen met de omvang van de bezoldigde prestaties ».

Art. 9. Artikel 26, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Van het resultaat van de deling wordt vervolgens een halfjaar anciënniteit afgetrokken. »

Art. 10. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt :

« De anciënniteit binnen de diensten die betrokken zijn bij een omvorming bedoeld in afdeling 2 van titel VII wordt berekend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 23, § 3. »

Art. 11. De laatste zin van artikel 29, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De diensten moeten deze lijst behoorlijk ingevuld uiterlijk op 31 maart na het afgelopen boekjaar bij aangetekend schrijven aan het Agentschap sturen. Zo niet wordt de jaarlijkse toelage voor de dienst naar rata van de erkende capaciteiten vastgesteld op 90 % van de laatste jaarlijkse toelage. »

Art. 12. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De diensten moeten de driemaandelijke opgave behoorlijk ingevuld binnen 50 kalenderdagen na de afgelopen trimester bij aangetekend schrijven aan het Agentschap sturen. Zo niet wordt de dagelijkse toelage voor dat trimester naar rata van de erkende capaciteiten vastgesteld op 50 % van de toelage waarop ze voor hetzelfde trimester aanspraak konden maken. »

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt aan het einde van titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, een nieuw artikel 31*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31*bis*. § 1. De in artikel 31 bedoelde dagelijkse toelage dekt, naast de kosten bedoeld in bijlage III, 4.1., bij dit besluit, de vervoerskosten betreffende de dagonthaaldiensten voor schoolgaande jongeren, de zorgverleningskosten in de residentiële diensten en in de diensten voor plaatsing in gezinnen bedoeld in bijlage XVII, en de aanvullende kosten voor vakantieverblijven georganiseerd door de residentiële diensten.

§ 2. De dagonthaaldiensten voor volwassenen en voor niet-schoolgaande jongeren komen in de volgende gevallen in aanmerking voor een vergoeding van de vervoerskosten van hun begunstigden :

1° voor zover de diensten een collectieve ophaaldienst organiseren, worden de kosten voor het vervoer van begunstigden van dagonthaaldiensten voor volwassenen, tussen hun woonplaats en de dienst en omgekeerd, vergoed naar verhouding van maximum 167 BEF per dag aanwezigheid van de begunstigde;

2° voor zover de diensten een collectieve ophaaldienst organiseren, worden de kosten voor het vervoer van begunstigden van dagonthaaldiensten voor niet-schoolgaande jongeren tussen hun woonplaats en de dienst en omgekeerd, vergoed naar verhouding van 615 BEF per dag aanwezigheid van de begunstigde;

De verantwoordelijke van de dienst staat in voor de vervoersmodaliteiten, onverminderd de inachtneming van de algemene bepalingen betreffende het personenvervoer; het vervoer mag dagelijks niet langer duren dan twee uren. »

Art. 14. Artikel 31*bis* van hetzelfde besluit wordt artikel 31*ter*.

Art. 15. In titel III van hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt : « Terugbetaling van diverse kosten », en hoofdstuk III is niet meer onderverdeeld in afdelingen.

Art. 16. Artikel 35, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De diensten moeten de aangiften behoorlijk ingevuld binnen 50 kalenderdagen na het afgelopen trimester bij aangetekend schrijven aan het Agentschap sturen. De aanvragen om terugbetaling die na die termijn binnenkomen zijn niet-ontvankelijk. Daarbij geldt de poststempel als bewijs. »

Art. 17. Artikel 40, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Deze bijdrage wordt geëist door de dienst die de persoon opvangt, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk. »

Art. 18. In hetzelfde besluit wordt een artikel 41*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 41*bis*. § 1. Als het gaat om een jonge begunstigde die door een onthaaldienst of -gezin wordt opgevangen en gehuisvest, wordt de in artikel 40 bedoelde bijdrage per dag aanwezigheid van de begunstigde vastgesteld op een indexeerbaar bedrag. Het wordt berekend op basis van de jaarinkomens van de personen van wie hij fiscaal ten laste is en mag niet kleiner zijn dan twee derde van de kinderbijslag berekend op een dagelijkse basis. Deze bedragen zijn opgenomen in bijlage XVI, punt 2, bij dit besluit.

§ 2. Onder de jaarinkomens bedoeld in § 1 wordt verstaan het geheel van de belastbare inkomens die onder de personenbelasting vallen, zoals vermeld in een aangifte op erewoord gedaan d.m.v. een formulier waarvan het model door het Agentschap wordt bepaald. De aangifte moet vergezeld gaan van het aanslagbiljet van de personenbelasting betreffende het belastingjaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte op erewoord is opgemaakt, bij gebrek aan het laatste ontvangen aanslagbiljet of aan een attest dat het gebrek aan aanslagbiljet bevestigt. Van die inkomsten worden 60 000 BEF per persoon ten laste afgetrokken.

Zolang de aangifte op erewoord en de vereiste documenten niet zijn overgemaakt, wordt de bijdrage op het maximumbedrag vastgelegd. Zodra de aangifte op erewoord en de vereiste documenten zijn overgemaakt, wordt dat bedrag herzien, met hoogstens één maand terugwerkende kracht.

Als de jaarinkomens van de personen van wie de begunstigde fiscaal ten laste is, veranderen in de loop van het jaar, wordt het bedrag van de bijdrage, in afwachting van de overlegging van het aanslagbiljet dat de wijziging bevestigt, aangepast op grond van de overgemaakte bewijsstukken.

Het bedrag van de bijdrage wordt eveneens aangepast bij de overlegging van een rechtzettend aanslagbiljet.

§ 3. Personen met één kind ten laste die in aanmerking komen voor de sociale vrijstelling bedoeld in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 mei 1995, dragen bij voor het bedrag bedoeld in bijlage XVI, punt 1. Dat bedrag mag niet kleiner zijn dan twee derde van de kinderbijslag, berekend op een dagelijkse basis. »

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt een artikel 44*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44*bis*. § 1. Als het gaat om een jonge begunstigde die door een dagonthaaldienst voor jongeren wordt opgevangen, wordt de in artikel 40 bedoelde bijdrage per dag aanwezigheid van de begunstigde vastgesteld op een indexeerbaar bedrag, berekend op basis van de jaarinkomens van de personen van wie hij fiscaal ten laste is.

Deze bedragen zijn opgenomen in bijlage XVI, punt 2, bij dit besluit.

§ 2. Artikel 41*bis*, § 2, is van toepassing op de inkomens bedoeld in § 1.

§ 3. Personen met een kind ten laste die in aanmerking komen voor de sociale vrijstelling bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 november 1993 tot uitvoering van artikel 37 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 mei 1995, dragen bij voor het bedrag bedoeld in bijlage XVI, punt 1.

§ 4. De gehandicapte persoon die het vervoermiddel van de dienst gebruikt, draagt 48 BEF per dag bij in de vervoerskosten. »

Art. 20. In artikel 45, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het bedrag 29 BEF vervangen door het bedrag 48 BEF.

Art. 21. Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De diensten beschikken over 30 kalenderdagen om elke toelage aan te vechten waarvan de toekenning op grond van titel III van dit besluit wordt meegedeeld. Daarbij geldt de poststempel als bewijs.

De diensten mogen de herziening van het toelagebedrag aanvragen binnen 30 kalenderdagen na de kennisgeving van een gegeven waarover ze niet beschikten toen ze in kennis van het bedrag werden gesteld en dat dit laatste in twiifel trekt.

De dienst moet vervolgens de datum bevestigen waarop hij kennis heeft gekregen van dat gegeven. »

Art. 22. Artikel 53, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De bedragen bedoeld in de artikelen 30, 31*bis*, 31*ter*, 42, 44, 44*bis*, § 4, 45, 46 en 76, § 3, en in de bijlagen V en XVI, behalve de in deze laatste bijlage bedoelde bedragen betreffende de belastbare inkomens, worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 119,53 van 1 mei 1996. »

Art. 23. Artikel 53, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Wat het boekjaar 2001 betreft, wordt de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt vastgesteld op 99,33 % voor de dagonthaaldiensten voor jongeren en op 101,33 % voor de andere diensten. De coëfficiënt voor de dagonthaaldiensten voor jongeren wordt verminderd met 1,9 %, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het aantal niet-schoolgaande begunstigden met karakterstoornissen die gedurende het referentiejaar worden opgevangen, en de totale gemiddelde referentiebezetting. »

Art. 24. Artikel 76, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voor de in artikel 84, 2°, bedoelde diensten wordt het bedrag van de overeenkomst vastgesteld op 230 680 BEF per persoon. »

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*bis*. Vanaf de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen beschikken de diensten over 30 kalenderdagen om elk toelagebedrag aan te vechten waarvan ze vóór die datum op grond van titel III van dit besluit in kennis worden gesteld of om de herziening ervan aan te vragen op grond van een gegeven waarover zij vóór die datum beschikten en dat het toelagebedrag in twijfel trekt.

De diensten moeten dan de datum bevestigen waarop zij kennis hebben gekregen van dat gegeven. »

Art. 26. In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*ter*. De in artikel 31 bedoelde driemaandelijkse opgaven betreffende trimesters voorafgaand aan het jaar 2001 moeten uiterlijk 31 maart 2001 bij aangetekend schrijven aan het Agentschap gestuurd worden.

Zo niet wordt de dagelijkse toelage voor deze trimesters vastgesteld op 50 % van de toelage waarvoor de dienst naar rata van de erkende capaciteiten aanspraak kon maken voor dezelfde trimesters van het vorige jaar. »

Art. 27. In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*quater* ingevoegd luidend als volgt :

« Art. 89*quater*. De diverse reële kosten bedoeld in hoofdstuk III van titel III van dit besluit en betreffende de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, worden door het Agentschap terugbetaald op grond van behoorlijk ingevulde aangiften die door de diensten worden overgemaakt. Die aangiften moeten bij aangetekend schrijven aan het Agentschap gezonden worden :

1° uiterlijk 31 maart 2001 wat betreft de kosten bedoeld in de afdelingen 3, 4 en 4*bis*;

2° uiterlijk 30 juni 2001 wat betreft de kosten van de verstrekkingen bedoeld in afdeling 1 en de kosten bedoeld in afdeling 2.

De aanvragen om terugbetaling die na deze termijn binnenkomen zijn niet-ontvankelijk. Daarbij geldt de poststempel als bewijs. »

Art. 28. In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*quinqüies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*quinqüies*. Het toegekende bedrag van de in artikel 24, § 2, bedoelde jaarlijkse toelage mag in geen geval hoger zijn dan het voor het boekjaar 2000 toegekende bedrag, vermenigvuldigd met de aanpassingscoëfficiënt bedoeld in het laatste lid van artikel 53. »

Art. 29. In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*sexies*. Het in artikel 26 bedoelde anciënniteitssupplement mag in geen geval hoger zijn dan het voor het boekjaar 2000 toegekende supplement, vermenigvuldigd met de aanpassingscoëfficiënt bedoeld in het laatste lid van artikel 53. »

Art. 30. In hetzelfde besluit wordt een artikel 89*septies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89*septies*. Binnen de perken van de beschikbare kredieten mag het beheerscomité van het Agentschap :

in behoorlijk gemotiveerde buitengewone omstandigheden afwijken van het in artikel 31, § 1, bedoelde principe betreffende een forfaitair bedrag voor zorgverstrekkingen in de residentiële diensten en de diensten voor plaatsing in gezinnen bedoeld in bijlage XVII;

afwijken van het in artikel 31*bis*, § 2, 2°, bedoelde principe betreffende een forfaitair bedrag en bijkomende middelen verlenen aan de diensten die door hun ligging en/of de ernst van de handicap van de opgevangen begunstigden kunnen bewijzen dat hun lasten m.b.t. de vervoerskosten voor het boekjaar 2001 per begunstigde minstens gelijk zijn aan 150 % van het bedrag bedoeld in hetzelfde artikel. »

Art. 31. Bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 32. Bijlage V bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 33. In bijlage X, a), bij hetzelfde besluit, tabel betreffende de dagonthaaldiensten voor jongeren, tweede kolom, waar sprake is van karakterstoornissen, wordt het getal « 0,2527 » vervangen door het getal « 0,2105. »

Art. 34. In bijlage XIV, a), bij hetzelfde besluit, tabellen betreffende de dagonthaaldiensten voor jongeren, kolommen betreffende de opvoeders voor niet-schoolgaande jongeren, waar sprake is van karakterstoornissen, worden de getallen « 0,1373 » en « 0,1420 » vervangen door de getallen « 0,1061 » en « 0,1097. »

Art. 35. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XVI, die het voorwerp uitmaakt van bijlage 3 bij dit besluit, en met een bijlage XVII, die het voorwerp uitmaakt van bijlage 4 bij dit besluit.

Art. 36. De artikelen 32, 33, 34, § 3, 36, 37, 38, 39 en 39*bis* van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 37. De artikelen 41 en 44 van hetzelfde besluit worden opgeheven op 1 september 2001.

Art. 38. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° artikel 6, dat in werking treedt op 1 januari 2002;

2° de artikelen 22, 23, 24, 28, 29, alsmede bijlage 1 bij dit besluit, die van toepassing zijn van 1 januari 2001 tot 31 december 2001.

Art. 39. De artikelen 18 en 19 zijn pas vanaf 1 september 2001 van toepassing op de begunstigen die door de diensten worden opgevangen vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 40. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 1

BIJLAGE IV (bedoeld in de artikelen 21 en 53)

§ 1 LIJST VAN DE TOELAGEN PER TENLASTENEMING voor 2001

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Lichte geest. def.	810 203	791 637	782 299	689 469	810 203	791 637	782 299	689 469
Gemat. geest. def.	945 130	922 829	911 623	800 117	1 056 855	1 034 554	1 023 348	911 623
Ern. geest. def. en bedlegerig	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Zware geest. def. en bedlegerig	1 101 266	1 072 044	1 057 433	911 432	1 271 967	1 242 855	1 228 354	1 082 682
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. Ontwikkelingsst.	1 115 870	1 086 648	1 072 037	926 036	1 286 571	1 257 459	1 242 958	1 097 286
Karakterstoorn.	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Blind/Adbl. - 12 jaar	1 110 076	1 082 172	1 068 110	928 481	1 249 266	1 221 362	1 207 410	1 068 110
Blind/Adbl. 12 jaar en +	891 195	872 629	863 291	770 461	984 354	965 788	956 451	863 291
Doof, ernst. Gehoorstoorn. - 8 jaar	1 415 398	1 378 266	1 359 700	1 173 930	1 601 387	1 564 145	1 545 579	1 359 700
Doof, ernst. Gehoorstoorn. 8 jaar en +	1 084 426	1 062 125	1 050 920	939 414	1 196 152	1 173 851	1 162 645	1 050 920
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmiv. - 8 jaar	1 171 482	1 142 260	1 127 649	981 648	1 316 934	1 287 821	1 273 320	1 127 649
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmiv. 8 jaar en +	1 048 593	1 025 303	1 013 658	896 989	1 165 481	1 142 082	1 130 437	1 013 658
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	1 570 458	1 531 569	1 512 234	1 318 005	1 764 797	1 726 017	1 706 572	1 512 234
Niet-besmet. chron. Aandoening	1 015 541	993 240	982 035	870 529	1 127 267	1 104 965	1 093 760	982 035

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 114 306	1 092 601	1 081 641	972 686
B	1 169 529	1 146 642	1 135 252	1 021 032
C	1 439 232	1 409 254	1 394 318	1 244 639

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	488 421
B	501 820
C	516 992
D	675 907

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	323 702	323 702
Gematigde geestelijke def.	376 241	376 241
Ernstige geestelijke def.	376 241	376 241
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. - 6 jaar	529 077	529 077
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. - 6 jaar en +	474 560	474 560
Karakterstoorn.	490 512	490 512
Blind/Ambl. - 12 jaar	414 115	414 115
Blind/Ambl. 12 jaar en +	364 038	364 038
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	518 437	518 437
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	407 496	407 496
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	523 374	523 374
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	488 081	488 081
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	715 439	715 439

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	405 748
Gematigde geestelijke def.	480 772
Ernstige geestelijke def.	480 772
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	698 911
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	621 098
Karakterstoorn.	725 120
Blind/Ambl. - 12 jaar	534 841
Blind/Ambl. 12 jaar en +	463 363
Doof, ernst. Gehoorstoorn. - 8 jaar	683 817
Doof, ernst. Gehoorstoorn. 8 jaar en +	525 421
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	690 853
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	640 482
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	965 146

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	503 395
B	509 040
C	734 729

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	241 281
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	404 952
--	---------

b) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS B25
Lichte geest. def.	785 143	767 526	758 665	670 578	785 143	767 526	758 665	670 578
Gemat. geest. def.	913 175	892 014	881 381	775 573	1 019 192	998 030	987 397	881 381
Ern. geest. def. en bed.	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS B25
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Zware geest. def. en bed.	1 061 334	1 033 605	1 019 740	881 200	1 223 313	1 195 688	1 181 928	1 043 700
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn.	1 075 192	1 047 463	1 033 598	895 057	1 237 171	1 209 546	1 195 786	1 057 557
Karakterst.	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Blind/Adbl. - 12 jaar	1 069 693	1 043 215	1 029 872	897 377	1 201 771	1 175 293	1 162 054	1 029 872
Blind/Adbl. 12 jaar en +	861 997	844 379	835 518	747 432	950 396	932 779	923 918	835 518
Doof, ernst. Gehoorst. - 8 jaar	1 359 414	1 324 180	1 306 562	1 130 285	1 535 900	1 500 561	1 482 944	1 306 562
Doof, ernst. Gehoorst. 8 jaar en +	1 045 355	1 024 193	1 013 560	907 752	1 151 371	1 130 210	1 119 577	1 013 560
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 j.	1 127 962	1 100 233	1 086 368	947 827	1 265 981	1 238 357	1 224 596	1 086 368
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	1 011 352	989 252	978 202	867 495	1 122 268	1 100 064	1 089 014	978 202
Hersenverw., mult. Scl., spina bif., myopathie, neurop.	1 506 552	1 469 649	1 451 302	1 266 998	1 690 960	1 654 162	1 635 711	1 451 302
Niet-besmet. Chronische aandoening	979 989	958 827	948 195	842 386	1 086 006	1 064 844	1 054 211	948 195

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 073 708	1 053 111	1 042 711	939 323
B	1 126 109	1 104 391	1 093 583	985 199
C	1 382 031	1 353 584	1 339 412	1 197 380

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	479 803
B	492 518
C	506 914
D	657 709

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	316 096	316 096
Gematigde geestelijke def.	365 816	365 816
Ernstige geestelijke def.	365 816	365 816
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. - 6 jaar	510 452	510 452
Zware geest. def. + overw. Ontwikkelingsst. 6 jaar en +	458 860	458 860
Karakterstoorn.	473 956	473 956
Blind/Adbl. - 12 jaar	401 658	401 658
Blind/Adbl. 12 jaar en +	354 268	354 268
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	500 383	500 383
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	395 394	395 394
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	505 055	505 055
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	471 656	471 656
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	686 816	686 816

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	394 888
Gematigde geestelijke def.	465 887
Ernstige geestelijke def.	465 887
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	672 323
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	598 685
Karakterstoorn.	697 126
Blind/Ambl. - 12 jaar	517 055
Blind/Ambl. 12 jaar en +	449 412
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	658 039
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	508 141
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	664 697
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	617 028
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	924 275

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	487 296
B	492 638
C	706 219

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	231 020
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	383 961
--	---------

c) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Lichte geest. def.	767 126	748 560	739 222	646 392	767 126	748 560	739 222	646 392
Gemat. Geest. def.	902 053	879 752	868 546	757 040	1 013 778	991 477	980 271	868 546
Ern. geest. def. en bed.	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Zware geest. def. en bed.	1 058 189	1 028 967	1 014 356	868 355	1 228 890	1 199 778	1 185 277	1 039 605
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn..	1 072 793	1 043 571	1 028 960	882 959	1 243 494	1 214 382	1 199 881	1 054 209
Karakterst.	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Blind/Ambl. - 12 jaar	1 066 999	1 039 095	1 025 033	885 404	1 206 189	1 178 285	1 164 333	1 025 033
Blind/Ambl. 12 jaar en +	848 118	829 552	820 214	727 384	941 277	922 711	913 374	820 214
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	1 372 321	1 335 189	1 316 623	1 130 853	1 558 310	1 521 068	1 502 502	1 316 623
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	1 041 349	1 019 048	1 007 843	896 337	1 153 075	1 130 774	1 119 568	1 007 843
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 j.	1 128 405	1 099 183	1 084 572	938 571	1 273 857	1 244 744	1 230 243	1 084 572
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	1 005 516	982 226	970 581	853 912	1 122 404	1 099 005	1 087 360	970 581
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	1 527 381	1 488 492	1 469 157	1 274 928	1 721 720	1 682 940	1 663 495	1 469 157
Niet-besmet. chronische aandoening	972 464	950 163	938 958	827 452	1 084 190	1 061 888	1 050 683	938 958

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 071 229	1 049 524	1 038 564	929 609
B	1 126 452	1 103 565	1 092 175	977 955
C	1 396 155	1 366 177	1 351 241	1 201 562

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	445 344
B	458 743
C	473 915
D	632 830

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.		294 557
Gematigde geestelijke def.		347 096
Ernstige geestelijke def.		347 096
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar		499 932
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +		445 415
Karakterstoorn.	461 367	461 367
Blind/Ambl. - 12 jaar	384 970	384 970
Blind/Ambl. 12 jaar en +	334 893	334 893
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	489 292	489 292
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	378 351	378 351
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	494 229	494 229
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	458 936	458 936
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	686 294	686 294

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	364 406
Gematigde geestelijke def.	439 430
Ernstige geestelijke def.	439 430
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	657 569
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	579 756
Karakterstoorn.	683 778
Blind/Ambl. - 12 jaar	493 499
Blind/Ambl. 12 jaar en +	422 021
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	642 475
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	484 079
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	649 511
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	599 140
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	923 804

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	462 053
B	467 698
C	693 387

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	241 281
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	404 952
--	---------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+75	S 50 à 75	S 25 à 50	S -25	NS+75	NS 50 à 75	NS 25 à 50	NS -25
Lichte geest. def.	742 066	724 449	715 588	627 501	742 066	724 449	715 588	627 501
Gemat. geest. def.	870 098	848 937	838 304	732 496	976 115	954 953	944 320	838 304
Ern. geest. def. en bed.	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Zware geest. def. en bed.	1 018 257	990 528	976 663	838 123	1 180 236	1 152 611	1 138 851	1 000 623
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn	1 032 115	1 004 386	990 521	851 980	1 194 094	1 166 469	1 152 709	1 014 480
Karakterst.	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Blind/Adbl. - 12 jaar	1 026 616	1 000 138	986 795	854 300	1 158 694	1 132 216	1 118 977	986 795
Blind/Adbl. 12 jaar en +	818 920	801 302	792 441	704 355	907 319	889 702	880 841	792 441
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	1 316 337	1 281 103	1 263 485	1 087 208	1 492 823	1 457 484	1 439 867	1 263 485
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	1 002 278	981 116	970 483	864 675	1 108 294	1 087 133	1 076 500	970 483
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 j.	1 084 885	1 057 156	1 043 291	904 750	1 222 904	1 195 280	1 181 519	1 043 291
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	968 275	946 175	935 125	824 418	1 079 191	1 056 987	1 045 937	935 125
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	1 463 475	1 426 572	1 408 225	1 223 921	1 647 883	1 611 085	1 592 634	1 408 225
Niet-besmet. chronische aandoening	936 912	915 750	905 118	799 309	1 042 929	1 021 767	1 011 134	905 118

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 75	50 à 75	25 à 50	-25
A	1 030 631	1 010 034	999 634	896 246
B	1 083 032	1 061 314	1 050 506	942 122
C	1 338 954	1 310 507	1 296 335	1 154 303

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	436 726
B	449 441
C	463 837
D	614 632

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	286 951	286 951
Gematigde geestelijke def.	336 671	336 671
Ernstige geestelijke def.	336 671	336 671
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	481 307	481 307
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	429 715	429 715
Karakterstoorn.	444 811	444 811
Blind/Adbl. - 12 jaar	372 513	372 513
Blind/Adbl. 12 jaar en +	325 123	325 123
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	471 238	471 238
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	366 249	366 249

	S	NS
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmismv. - 8 jaar	475 910	475 910
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmismv. 8 jaar en +	442 511	442 511
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	657 671	657 671

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	353 546
Gematigde geestelijke def.	424 545
Ernstige geestelijke def.	424 545
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	630 981
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	557 343
Karakterstoorn.	655 784
Blind/Ambl. - 12 jaar	475 713
Blind/Ambl. 12 jaar en +	408 070
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	616 697
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	466 799
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmismv. - 8 jaar	623 355
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmismv. 8 jaar en +	575 686
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, enz.	882 933

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	445 954
B	451 296
C	664 877

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	231 020
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	383 961
--	---------

§ 2 DE IN § 1 VAN DEZE BIJLAGE BEDOELDE TOELAGEN PER TENLASTENEMING WERDEN BEREKEND DOOR DE VOLGENDE BEDRAGEN OP TE TELLEN :

a) Voor andere diensten dan de diensten voor plaatsing in gezinnen en de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten)

99 122 BEF in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen;

98 601 BEF in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen;

48 767 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

45 999 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. > 60 tenlastenemingen;

36 799 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

37 215 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. > 60 tenlastenemingen.

Bedrag nr. 2. (gemiddelde van de lasten voor het niet-educatieve personeel)

220 639 BEF in residentiële diensten met een G.R.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

178 082 BEF in residentiële diensten met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen;

154 551 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

115 978 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. > 60 tenlastenemingen;

144 706 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.R.B. ≤ 60 tenlastenemingen;

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII bedoelde subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

731 856 BEF voor het administratieve personeel;

832 871 BEF voor de boekhouders;

654 429 BEF voor de arbeiders;

1 015 284 BEF voor de maatschappelijke assistenten;

969 319 BEF voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. ≤ 60 is;

1 265 812 BEF voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. > 60 is.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % in residentiële diensten;

54,15 % in dagonthaaldiensten.

Bedrag nr. 3. (gemiddelde van de lasten voor het educatieve personeel)

- al naar gelang het soort tenlasteneming worden de in punt a) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

1 068 816 BEF voor de psychologen, de paramedici en het bijzonder personeel;

858 007 BEF voor de opvoeders 1^e kl. of 2^e kl. A en de hoofdopvoeders;

718 619 BEF voor de opvoeders 2^e kl. B, 3^e kl., de kinderverzorgsters en gelijkgestelden

1 000 364 BEF voor de opvoeders-groepsleiders.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

1° voor privé-instellingen : 61,85 % in residentiële diensten

54,15 % in dagonthaaldiensten

2° voor openbare instellingen : 53,58 % in residentiële diensten

45,88 % in dagonthaaldiensten.

Het volgende coëfficiënt wordt dan toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

82 % in residentiële diensten voor jongeren

82 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen

82 % in residentiële diensten voor volwassenen

70 % in dagonthaaldiensten voor jongeren

100 % in dagonthaaldiensten voor jongeren

85 % in dagonthaaldiensten voor volwassenen.

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding tussen de opvoeders van "categorie I" en "categorie II", vastgelegd op grond van de coëfficiënten onder punt a) van bijlage XIV, jaarlijks aangepast door het Agentschap :

deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het jaar 1999 vastgestelde gemiddelde per instellingscategorie :

78,85 % OPVOEDER I/21,15 % OPVOEDER II	in dagonthaaldiensten voor volwassenen
80,27 % OPVOEDER I/19,73 % OPVOEDER II	in dagonthaaldiensten voor jongeren
79,71 % OPVOEDER I/20,29 % OPVOEDER II	in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren
65,29 % OPVOEDER I/34,71 % OPVOEDER II	in residentiële diensten voor volwassenen
83,08 % OPVOEDER I/16,92 % OPVOEDER II	in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
78,30 % OPVOEDER I/21,70 % OPVOEDER II	in residentiële diensten voor jongeren

b) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :

50 012 BEF

De onder punt b) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

1 015 284 BEF voor de functie van directeur

1 015 284 BEF voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2^e kl. A)

1 068 816 BEF voor de psychologen en/of paramedici

687 942 BEF voor de functie van klerk.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

54,15 % voor privé-instellingen

45,88 % voor openbare instellingen.

c) voor de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 : (gemiddelde van de lasten voor het werkingspersoneel)

12 937 BEF.

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten voor het educatieve personeel)

De onder punt c) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënt wordt vermenigvuldigd met de volgende weddeschaal, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

1 015 284 BEF op grond van de schaal 16.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % voor privé-instellingen

49,88 % voor openbare instellingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

Bijlage 2

BIJLAGE V (bedoeld in artikel 31)

BEDRAGEN VAN DE DAGELIJKSE TOELAGE

5. Residentiële diensten voor jongeren

	Van 0 tot - dan 3 jaar	Van 3 tot 12 jaar	12 jaar en +
<= 30 tenlastenemingen	235 (5,83 Euro)	284 (7,04 Euro)	337 (8,35 Euro)
> 30 tenlastenemingen	217 (5,38 Euro)	266 (6,59 Euro)	320 (7,93 Euro)

6. Residentiële diensten voor volwassenen

<= 30 tenlastenemingen	358 (8,87 Euro)
> 30 tenlastenemingen	340 (8,43 Euro)

7. Dagonthaaldiensten voor jongeren

	Van 0 tot - dan 3 jaar		Van 3 tot 12 jaar		12 jaar en +	
	S	NS	S	NS	S	NS
<= 30 tenlastenemingen	160 (3,97 Euro)	150 (3,72 Euro)	167 (4,14 Euro)	162 (4,02 Euro)	181 (4,49 Euro)	183 (4,54 Euro)
> 30 tenlastenemingen	146 (3,62 Euro)	137 (3,40 Euro)	154 (3,82 Euro)	149 (3,69 Euro)	168 (4,16 Euro)	167 (4,14 Euro)

Dagonthaaldiensten voor volwassenen

<= 30 tenlastenemingen	183 (4,54 Euro)
> 30 tenlastenemingen	167 (4,14 Euro)

8. Dienst voor plaatsing in gezinnen

Aan de onthaalgezinnen te betalen dagelijkse prijs

	van 0 tot - dan 3 jaar	van 3 à 12 jaar	12 ans en +
Tenlasteneming van jongeren met een lichte geestelijke deficiëntie, doofheid of halfdoofheid of ernstige gehoor- of spraakstoornissen, een niet-besmettelijke chronische aandoening die niet meer in een afdeling kindergeneeskunde verzorgd hoeft te worden. Tenlasteneming van de in artikel 21, § 3, 1°, bedoelde volwassenen.	566 (14,03 Euro)	598 (14,82 Euro)	633 (15,69 Euro)
Tenlasteneming van jongeren met een gematigde geestelijke deficiëntie, karakterstoornissen met neurotische of prepsychootische problemen, blindheid, amblyopie of ernstige gezichtsstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen. Tenlasteneming van de in artikel 21, § 3, 2°, bedoelde volwassenen	603 (14,95 Euro)	634 (15,72 Euro)	669 (16,58 Euro)

	van 0 tot – dan 3 jaar	van 3 à 12 jaar	12 ans en +
Tenlasteneming van jongeren met een zware of ernstige geestelijke deficiëntie, hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie. Tenlasteneming van de in artikel 21, § 3, 3°, bedoelde volwassenen.	639 (15,84 Euro)	671 (16,63 Euro)	706 (17,50 Euro)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 3

Bijlage XVI (bedoeld in de artikelen 41bis en 44bis)

Het bedrag van de bijdrage per dag aanwezigheid wordt vastgesteld als volgt :

1. Kinderen ten laste van de personen bedoeld in de artikelen 41bis, § 3, en 44bis, § 3.

Dagonthaaldiensten voor jongeren	Residentiële diensten voor jongeren
96 BEF	163 BEF

2. Andere

Belastbare inkomens	Dagonthaaldiensten voor jongeren	Residentiële diensten voor jongeren
500 000 BEF en minder	106	173
500 001 BEF à 750 000 BEF	138	231
750 001 BEF à 1 000 000 BEF	182	303
1 000 001 BEF à 1 250 000 BEF	225	375
1 250 001 BEF à 1 500 001 BEF	268	447
1 500 001 BEF à 1 750 000 BEF	311	519
1 750 000 BEF et plus	355	591

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 4

Bijlage XVII (bedoeld in artikel 31bis, § 1^{er} en 89septies)

De geneeskundige verstrekingen bedoeld in artikel 32, § 1, dekken :

C. de farmaceutische specialiteiten van categorie B en C van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent die in mindering wordt gebracht.

D. 1. de speciale onderzoeken, de verblijven in een verzorgingsinstelling en de heelkundige behandelingen.

2. het gebruik van osteosynthesematerieel.

De in B1 en B2 bedoelde kosten zijn subsidieerbaar naar verhouding van :

1° de forfaitaire dagprijs, vastgesteld overeenkomstig de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent die in mindering wordt gebracht, net zoals het aandeel van de patiënt in de dagprijs;

2° de prijs vermeld in de door het RIZIV vastgestelde basistarieven, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent die in mindering wordt gebracht.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 11 januari 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

F. 2001 — 309

[C — 2001/27044]

11 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services, et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu l'avis du Conseil wallon du troisième âge donné le 16 novembre 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne donné le 6 décembre 2000;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la plupart des maisons de repos, pour des raisons diverses, ne satisferont pas aux normes de sécurité de la nouvelle législation pour la date fixée, à savoir le 6 février 2001;

Considérant par ailleurs qu'à la date du 1^{er} octobre 2000 les services régionaux d'incendie ont visité environ 150 maisons de repos en vue de contrôler la liste des points de non-conformité à la réglementation relative à la sécurité qui entrera en vigueur le 6 février 2001 et qu'il ne leur est matériellement pas possible d'effectuer ce travail pour les autres maisons de repos d'ici la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions;

Considérant qu'il importe dès lors de mettre rapidement en place des règles nouvelles qui postposent la date de mise en conformité sous la condition que le gestionnaire apporte, dans le respect du calendrier fixé, la preuve de l'avancement des opérations de mise en conformité;

Considérant qu'à défaut d'un tel dispositif la Région wallonne serait dans l'obligation de retirer ou de refuser l'agrément aux maisons de repos qui ne pourraient présenter, au 6 février 2001, une attestation de sécurité délivrée par le bourgmestre et que cette situation entraînerait un grave préjudice, non seulement pour les gestionnaires, mais aussi pour les personnes âgées, leurs familles et le personnel des établissements concernés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 décembre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le § 2 de l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, devient le § 3 du même article.

Art. 3. Il est inséré dans l'article 30 du même arrêté un nouveau § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Dans les mêmes conditions que celles visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Ministre peut également accorder des dérogations provisoires et éventuellement conditionnées, aux normes de l'annexe 1. »

Art. 4. A l'article 38 du même arrêté les alinéas suivants sont insérés après l'alinéa 2 :

« Le délai visé à l'alinéa précédent est porté à quatre ans si le gestionnaire :

1° apporte, pour le 30 avril 2001, la preuve qu'il a sollicité l'avis du service régional d'incendie territorialement compétent sur la liste des points de non-conformité à l'annexe 1;

2° sollicite pour le 31 décembre 2001 auprès de la Région wallonne, les dérogations visées à l'article 30.

Au terme des délais visés aux alinéas 2 et 3 le gestionnaire transmet l'attestation de sécurité délivrée par le bourgmestre conformément au modèle de l'appendice de l'annexe 1. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre qui a la politique du troisième âge dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 janvier 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE